

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
<b>25</b>	<b>19</b>	<b>6</b>

N° de la séance : 03

Objet de la délibération: DGA / CV -  
Maîtrise d'ouvrage déléguée - Convention  
subséquente avec la commune de  
Valbonne

<p><input checked="" type="checkbox"/> Original</p> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Expédition certifiée conforme à l'original</li></ul> <p>Pour le Président, Le Directeur Général des Services</p> <p>Stéphane PINTRE</p>
---

N° Enregistrement : BC.2019.113

<p>Date de la convocation : <b>Le 11/06/2019</b></p> <p><b>Certifié exécutoire compte tenu</b></p> <p>de l'affichage en date du <b>02 JUIL. 2019</b></p> <p>de la réception s/Préfecture en date du <b>01 JUIL. 2019</b></p> <p>Pour le Président, La Responsable de Service</p> <p></p> <p>Corinne PAVAN SANTAINÉ</p>
--

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 17 juin 2019**

L'an deux mil dix-neuf et le 17 juin à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, Joseph VALETTE

**ABSENTS :**

Michel ROSSI, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Eric MELE, René TRASTOUR

**Madame DEBRAS,**

**Vu** la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles dite loi MAPTAM ;

**Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République dite loi NOTRe ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) et notamment les dispositions des articles L.5211-17, L.5216-5 II 2° et L.5216-5 I 5° ;

**Vu** la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2017.125 du 9 octobre 2017 portant prise de la compétence « gestions des milieux aquatiques et prévention des inondations » et de missions hors GEMAPI » ;

**Vu** la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2017.126 du 9 octobre 2017 portant prise de la compétence « gestion des eaux pluviales » ;

**Vu** la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2018.043 en date du 9 avril 2018 ayant approuvé le principe des conventions cadre et subséquente de maîtrise d'ouvrage déléguée ;

**Vu** la délibération du Conseil municipal du 28 juin 2018 relative à la Convention cadre de maîtrise d'ouvrage déléguée de travaux, signée le 7 juin 2019 ;

Ainsi, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la C.A.S.A. exerce en lieu et place des communes membres la compétence relative à la gestion des milieux aquatiques et à la prévention des inondations, intégrée aux compétences obligatoires, ainsi que la compétence gestion des eaux pluviales, et ce au titre de ses compétences facultatives.

La C.A.S.A dispose de la maîtrise d'ouvrage des travaux d'aménagement et de l'exploitation des cours d'eau, vallons et ouvrages pluviaux publics. Ses compétences sont liées à des objectifs de gestion et d'amélioration des conditions hydrauliques et environnementales. Elles peuvent accompagner des projets d'urbanisme (extensions de réseaux, ...), mais ne couvrent pas les aménagements induits par des projets communaux de voiries et espaces publics, ou des opérations de restructuration urbaine.

Toutefois, certains travaux programmés par les communes impactent les compétences récemment transférées à la C.A.S.A, en ce qu'ils comportent la réalisation de travaux plus ou moins importants sur les cours d'eau et les réseaux d'eaux pluviales qui peuvent relever de la C.A.S.A. Aussi, afin de ne pas interférer sur la programmation de ces travaux, mais aussi d'optimiser les conditions techniques et financières de leur mise en œuvre, la C.A.S.A et les Communes membres s'accordent sur le principe de déléguer aux Communes, la Maîtrise d'Ouvrage des opérations sus mentionnées au travers de convention cadre.

La Commune de Valbonne souhaite effectuer des travaux ayant pour objet le redimensionnement de bassins de rétention existants et des aménagements pluviaux aux abords de l'école Sartoux. Le site étant soumis au risque inondation, il convient de sécuriser l'école et ses occupants, des arrivées d'eaux pluviales, pouvant être soudaines, depuis le bassin versant intercepté.

Ces travaux ont pour objet :

- D'augmenter le volume du bassin de rétention n°2 permettant de retenir un volume de 600 m3 ;
- D'aménager le bassin n°1 existant pour un volume de stockage de 700 m3 ;
- La requalification des réseaux de collecte et d'alimentation des bassins.

En conséquence, il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver la convention subséquente de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la C.A.S.A et la commune de Valbonne relative à la sécurisation de l'école Sartoux, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Madame la Vice-Présidente déléguée aux risques naturels à signer ladite convention et tout acte afférent à l'exécution de celle-ci.



**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver la convention subséquente de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la C.A.S.A et la commune de Valbonne relative à la sécurisation de l'école Sartoux, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Madame la Vice-Présidente déléguée aux risques naturels à signer ladite convention et tout acte afférent à l'exécution de celle-ci.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 17 juin 2019  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI



## **Convention subséquente de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la C.A.S.A et la Commune de Valbonne relative à la sécurisation de l'Ecole Sartoux**

### **Liminaire :**

La Commune de Valbonne ayant approuvé par délibération n°9066 du conseil municipal du 28 juin 2018 la Convention cadre de maîtrise d'ouvrage déléguée de travaux, approuvée par délibération du Conseil Communautaire n°CC.2018.043 en date du 9 avril 2018, signée le 7 juin 2019

### **Exposé des motifs :**

La Commune de Valbonne a lancé en 2016 des études de réduction de vulnérabilité de l'école Sartoux à Garbejaire, suite de la crue du 3 octobre 2015, qui a dévasté le bâti. Une première tranche de travaux s'est achevée en 2017, requalifiant les réseaux d'eaux pluviales aux abords de l'école. Une seconde tranche de travaux est projetée pour intercepter les eaux de ruissellement dans deux bassins de rétention en amont du bâtiment. Cette opération est du ressort des compétences récemment transférées à la C.A.S.A.

Afin de conserver une continuité dans la maîtrise d'œuvre de l'opération générale, la C.A.S.A et la Commune s'accordent sur le principe de déléguer à la Commune, la Maîtrise d'Ouvrage de l'opération.

### **Entre :**

D'une part,

**La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis C.A.S.A**, dont le siège social est à la Mairie d'ANTIBES, cours Masséna 06600 ANTIBES, représentée par Madame Guilaine DEBRAS conformément à la délibération du Bureau Communautaire n° ..... en date du 17 juin 2019.

Et

D'autre part,

**La Commune de Valbonne** représentée par son Maire, Christophe ETORE agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal,

## **Article 1 - Objet**

La Commune de Valbonne souhaite effectuer des travaux ayant pour objet le redimensionnement de bassins de rétention existants et à des aménagements pluviaux aux abords de l'école Sartoux. Le site étant soumis au risque inondation, il convient de sécuriser l'école et ses occupants, des arrivées d'eaux pluviales, pouvant être soudaines, depuis le bassin versant intercepté.

Ces travaux ont pour objet :

- D'augmenter le volume du bassin de rétention n°2 permettant de retenir un volume de 600m3
- D'aménager le bassin n°1 existant pour un volume de stockage de 700m3
- La requalification des réseaux de collecte et d'alimentation des bassins

Le projet de la commune impacte les compétences récemment transférées à la C.A.S.A, en ce qu'ils comportent la réalisation de travaux plus ou moins importants sur les réseaux d'eaux pluviales et de lutte contre les inondations qui peuvent relever de la C.A.S.A.

## **Article 2 : Compétences confiées au maître d'ouvrage**

Le Maître d'Ouvrage délégué se voit confier par la présente la maîtrise d'ouvrage au sens de la loi du 12 juillet 1985 (Loi MOP) relative à la maîtrise d'ouvrage publique, pour les éléments qui suivent :

- Le montage financier de l'opération et la recherche de subventions ;
- La gestion administrative et financière du ou des marchés d'études préalables nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- La gestion administrative et financière du marché de maîtrise d'œuvre nécessaire à la réalisation de l'opération ;
- La gestion administrative et financière du ou des marchés de coordination SPS pour l'ensemble de l'opération ;
- La gestion administrative et financière du ou des marchés de travaux nécessaires à l'ensemble de l'opération ;
- Réception de l'ensemble des ouvrages ;
- Gestion de la garantie de parfait achèvement de l'ensemble des ouvrages nécessaires à l'opération ;
- Gestion de la garantie de bon fonctionnement attachée à l'ensemble des ouvrages de l'opération ;

De manière générale, la Commune se voit donc confier l'ensemble des tâches du maître d'ouvrage, des études de faisabilité des travaux à la réception des travaux jusqu'à la fin des délais de garantie.

A réception de l'opération, les ouvrages financés par la C.A.S.A et identifiés dans la convention subséquente relative à l'opération seront intégrés au patrimoine de la C.A.S.A. qui en assurera la gestion.

## **Article 3 : Modalités de versement et de participation financière de la C.A.S.A**

La C.A.S.A participera au financement des travaux tels que décrits ci-après :

- Les coûts prévisionnels de l'opération s'élèvent à 320 000€ HT et se décomposent comme suit :
  - Reprise des ouvrages bassins de rétention
    - Montant estimé de 221 266 €HT
  - Amélioration des réseaux de collecte sur prescriptions CASA :
    - Montant estimé de 70 000 €HT
  - Maîtrise d'œuvre : 28 734 €HT

La Commune joint à la présente convention subséquente un dossier comprenant les éléments techniques et financiers prévisionnels de l'opération envisagée.

Le montant estimatif de participation de la C.A.S.A comprend les études et les travaux. Ce montant prévisionnel est révisable. Il sera ajusté en fonction du décompte général définitif des prestations dans la limite d'une variation de 10 % du coût total des opérations (sans que soit requis un avenant à la présente convention). Les recettes afférentes à cette opération seront affectées à la C.A.S.A au prorata de ses dépenses.

En tant que maître d'ouvrage unique, la Commune avancera les frais engendrés. Le versement de la participation interviendra en deux phases. Lorsque la moitié des travaux sont exécutés, la C.A.S.A versera un premier acompte à hauteur de 50%, le solde interviendra à l'achèvement des travaux.

Afin de procéder au versement, la commune devra transmettre un état récapitulatif des dépenses daté et signé.

La Commune assure sans contrepartie financière la mission qui lui est confiée.

#### **Article 4 : Obligations de la Commune**

Dès que la présente convention aura un caractère exécutoire, la Commune pourra mettre en œuvre les obligations qui sont les siennes dans le cadre de la présente.

Il appartient à la Commune de transmettre tous les documents liés à la passation des marchés et à leurs exécutions à la C.A.S.A. Les documents transmis par les prestataires, programme, étude de conception..., devront faire apparaître le logo ainsi que le nom de l'ensemble des parties à la présente.

Les panneaux d'information placés sur le ou les chantiers qui seront réalisées pour la suite de l'exécution de l'opération devront comporter les logos et le nom de l'ensemble des parties.

La Commune assume pour l'ensemble de cette opération la totalité des obligations découlant de la loi du 12 juillet 1985 (Loi MOP) relative à la maîtrise d'ouvrage publique dans sa version en vigueur au jour de la signature de la présente.

La commune remettra à la C.A.S.A. l'ensemble des documents nécessaires à la gestion ultérieure de l'ouvrage, notamment le Dossier des Ouvrages Exécutés, le Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages, et les notices de fonctionnement et prescriptions de maintenance.

#### **Article 5 : Modalités de contrôle des parties**

La Commune s'engage à associer la C.A.S.A aux décisions principales de la Maîtrise d'Ouvrage et, à ce titre, à informer la C.A.S.A de manière complète et totale sur le déroulement des éléments de mission aux différentes phases de l'opération.

#### **Article 6 : Responsabilités & Assurance**

La souscription des assurances, et notamment « Tous Risques Chantier » et « Responsabilité Civile » incombe à la commune en sa qualité de Maître d'ouvrage délégué.

Une attestation d'assurance relative à l'opération de construction pour les garanties susvisées est remise au Maître d'Ouvrage C.A.S.A.

#### **Article 7 : Durée de la convention**

La présente convention produira ses effets à compter de la date de sa signature par les deux parties et prendra fin à l'extinction de la période de garantie pour le parfait achèvement des travaux.

**Article 8 : Modification – Résiliation de la convention**

Toute modification de la présente convention donnera lieu à l'établissement d'un avenant sauf cas prévu Article 3.

La résiliation de la convention pourra être prononcée, par l'une ou l'autre des parties, en cas de manquement grave à l'une des obligations au titre de la présente convention.

**Article 9 : Personnes habilitées à engager la commune**

Pour l'exécution des missions confiées à la Commune, seul Monsieur le Maire sera habilité à engager la responsabilité de la commune pour l'exécution de la présente convention.

Fait en deux exemplaires à Sophia Antipolis,

**La Vice-Présidente déléguée  
aux risques Naturels**

**Le Maire de la Commune de Valbonne**

**Guilaine DEBRAS**

**Christophe ETORE**

# MAITRE D'OUVRAGE

## Commune de VALBONNE SOPHIA ANTIPOLIS



Place de l'Hôtel de Ville  
BP 106  
06560 VALBONNE SOPHIA ANTIPOLIS  
Tél : +33 (0)4 93 12 31 00  
Fax : +33 (0)4 93 12 31 09

### NATURE DE L'OPERATION

## OUVRAGES DE RETENTION ET AMENAGEMENTS PLUVIAUX

\*\*\* Ecole SARTOUX \*\*\*

### MAITRISE D'OEUVRE



### EMETTEUR



4 Chemin du Château St Pierre  
CS 50531  
06359 Nice Cedex 4  
Tél : +33 (0)4 93 27 66 30  
Fax : +33 (0)4 93 27 66 39

## 2. NOTE TECHNIQUE

Indice	Modifications				Date	Etabli	Vérifié	Approuvé
A	PREMIERE DIFFUSION				16/06/2017	CSe	AuD	LCJ
B	DEPLACEMENT BASSIN 1				06/07/2017	CSe	AuD	LCJ
C	MISE A JOUR BASSINS				24/10/2017	CSe	AuD	LCJ
D	DEPLACEMENT BASSIN 1				06/11/2017	CSe	AuD	LCJ
Agence	N° d'affaire	Phase	N°Chrono	Emetteur	Thème	Type	Indice	Echelle
NCA	170068	PRO	2001	TPFi	PEC	NT	D	-





Commune de VALBONNE SOPHIA ANTIPOLIS  
Place de l'Hôtel de Ville  
BP 106  
06560 VALBONNE SOPHIA ANTIPOLIS  
T. 04 93 12 31 00 – F. 04 93 12 31 09

MAITRE  
D'OUVRAGE

# OUVRAGES DE RETENTION ET AMENAGEMENTS PLUVIAUX – ECOLE SARTOUX

## NOTE DE PRESENTATION



TPF ingénierie  
4 Chemin du Château St Pierre  
CS 50531  
06200 NICE Cedex 4  
T. 04 93 27 66 30 - F. 04 93 27 66 39

INGENIERIE



	EMETTEUR	CODE AFFAIRE	TYPE DE DOCUMENT	INDICE	DATE	NB PAGES
REFERENCE DU DOCUMENT	AuD	NCA170068	PEC_NT	B	06/07/17	10

INDICE	DATE	OBJET	PAGES
A	19/06/17	PREMIERE DIFFUSION	10
B	06/07/17	DEPLACEMENT DU BASSIN 1	10
C	24/10/17	MISE A JOUR DES BASSINS	10
D	06/11/17	DEPLACEMENT DU BASSIN 1	10

# SOMMAIRE

I -	PREAMBULE	4
I.1 -	OBJET DU DOCUMENT	4
I.2 -	LES EMPRISES	4
II -	ORGANISATION DE L'ETUDE	4
III -	PROGRAMME DES TRAVAUX	5
III.1 -	RESEAUX EXISTANTS	5
III.2 -	AMENAGEMENTS PLUVIAUX	5
III.3 -	BASSINS	6
III.4 -	AMENAGEMENTS DE SURFACE	7
IV -	CONTRAINTES ENVIRONNEMENTALES ET REGLEMENTAIRES	8
IV.1 -	DEFRICHEMENT	8
IV.2 -	ESPECES PROTEGEES	9
IV.3 -	MISE EN PLACE DE CLOTURES	9
V -	ESTIMATION DES TRAVAUX	10

ANNEXES : NOTE HYDRAULIQUE

## I - PREAMBULE

### I.1 - OBJET DU DOCUMENT

La zone d'étude se situe sur la commune de Valbonne Sophia Antipolis. Le projet consiste au redimensionnement de bassins de rétention existants et à des aménagements pluviaux aux abords de l'école Sartoux.

En effet, le site ayant subi récemment des inondations, la présente étude vise à sécuriser l'école des arrivées importantes d'eaux pluviales depuis le bassin versant intercepté.



### I.2 - LES EMPRISES

L'ensemble du projet se situe sur le domaine public et dans l'emprise du groupe scolaire.

## II - ORGANISATION DE L'ETUDE

La démarche d'étude comporte successivement en phase avant-projet :

- Un plan de situation ;
- La note technique ;
- Le plan de l'état actuel - Diagnostic ;
- Le plan des réseaux existants ;
- Le plan de localisation des canalisations en fibrociment ;
- Le plan des réseaux projetés ;
- Les coupes types de chaussées et de tranchées ;
- Les plans de détail des bassins ;
- L'estimation sommaire.



### III - PROGRAMME DES TRAVAUX

Actuellement, le périmètre de l'étude se situe principalement dans la zone boisée à l'arrière de l'école Sartoux.



La présence de nombreux enfants sur le site représente l'une des principales contraintes du site.

#### III.1 - RESEAUX EXISTANTS

Les concessionnaires ont été consultés. Un plan des réseaux existants est proposé dans ce présent dossier AVP.

Les réseaux présents au droit du parc sont essentiellement des réseaux Eaux Pluviales et Eclairage Public. Une conduite Eaux Usées, Ø300 en acier, traverse également le parc.

La Promenade de la Bouillide, voirie devant l'école, représente un axe principal pour le passage de réseaux (HT, BT, Gaz, AEP, Orange, Numéricable, EU, EP, etc.).

#### III.2 - AMENAGEMENTS PLUVIAUX

Un diagnostic du réseau public existant a été mené en Novembre 2016 sur tout le réseau Eau Pluviale du secteur par l'intermédiaire d'un passage caméra.

Le rapport d'Inspection Télévisé fourni nous a permis de mettre en évidence plusieurs degrés de dégradation du réseau :

Le réseau est en bon état ou possède des dégradations qui ne nécessitent pas de d'intervention avant plusieurs années (défauts non évolutifs, poinçonnements, petits défauts de profils, etc.).

*Exemple de fissures fermées*





Le réseau présente d'importantes dégradations qui peuvent réduire voire empêcher la capacité d'écoulement (effondrements, fissures ouvertures, éclatement, etc.). Ces tronçons seront repris en priorité afin d'éviter tout risque de débordement ou d'inondation.

*Exemple d'éclatement de canalisation*



Des incohérences dans les diamètres des canalisations ont également été identifiées (par exemple 10300 + 10800 se raccordant dans 10600). Ces problèmes seront rectifiés dans le cadre des travaux.

Le passage caméra a également permis d'identifier des tronçons de canalisations en fibrociment. Ces dernières sont susceptibles de contenir de l'amiante. Un diagnostic amiante devra être prévu.

### III.3 - BASSINS

Actuellement, les bassins existants sont en terre, délimités par des digues. En sortie, une buse permet de réguler le débit. Un enrochement bétonné est présent afin d'éviter toute érosion.



Afin de respecter les volumes calculés dans l'étude hydraulique d'Eau & Perspectives, ces deux bassins seront réaménagés.

Eau Et Perspectives préconisait un volume total de 1000 m<sup>3</sup>. Nous avons pris le parti de surdimensionner les ouvrages de rétention, pour sécuriser l'école au maximum.

Le premier bassin permettra de retenir un volume de 600m<sup>3</sup>. Le deuxième aura un volume de rétention de 700m<sup>3</sup>.

Une clôture souple d'une hauteur de 2m sera posée sur le pourtour des deux bassins, avec un portail d'accès à l'entrée de chaque bassin.

Le débit de fuite des bassins sera géré par un ajutage en Ø445. Au-delà, la buse sera en Ø500 pour faciliter l'entretien.

Bassin 1 : il aura un volume de 600 m<sup>3</sup>. Au droit de l'ouvrage de régulation, les talus à 3/2 seront protégés par un écran anti-renard en enrochements bétonnés. La surverse sera également réalisée en enrochements bétonnés.

En sortie de bassin, la canalisation Ø500 sera raccordée à un fossé en enrochement bétonné. La surverse du bassin sera dirigée vers ce fossé jusqu'à une tête de buse puis une canalisation en Ø500 existante.

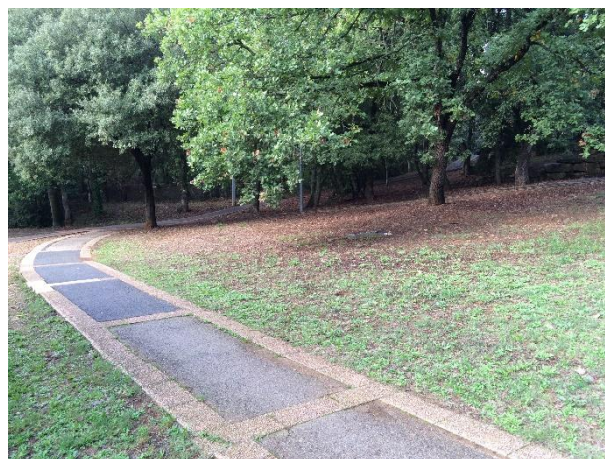
Bassin 2 : il aura un volume de 700 m<sup>3</sup>. Au droit de l'ouvrage de régulation, les talus à 3/2 seront protégés par un écran anti-renard en enrochements bétonnés. La surverse sera également réalisée en enrochements bétonnés.

La crête de la digue sera revêtue par une couverture en « gros béton ».

Un enrochement bétonné sera prévu dans le vallon en sortie du Ø500 pour préserver de l'érosion.

### III.4 - AMENAGEMENTS DE SURFACE

La réfection des cheminements piétons sera réalisée au droit des tranchées. Le revêtement en enrobé sera repris. De nouvelles bordures arasées seront posées.



Une piste d'accès sera créée pour permettre aux véhicules d'entretien d'intervenir sur les bassins.



## IV - CONTRAINTES ENVIRONNEMENTALES ET REGLEMENTAIRES

### IV.1 - DEFRICHEMENT

L'analyse du plan des zones soumises à la réglementation sur le défrichement (ci-dessous) indique que les bassins projet se situeront dans une zone soumise à autorisation de défrichement.



Une demande d'autorisation devra être formulée au service de la DDTM étant donné que le projet implique la destruction de l'état boisé du terrain, cet état boisé étant défini dans le cadre d'un défrichement par « le caractère d'un sol occupé par des arbres et arbustes d'essences forestières, à condition que leur couvert (projection verticale des houppiers (\*) sur le sol) occupe au moins 10% de la surface considérée. »

La durée d'instruction est d'environ 2 mois à compter de la réception du dossier complet.

*(NB : ce délai devra être revu à la hausse si la DDTM souhaite effectuer une reconnaissance de terrain).*

## IV.2 - ESPECES PROTEGEES

De plus, d'après le PLU de la commune, les bassins seront situés en zone UHa2 dans un espace planté ou oliveraie à protéger (voir extrait du plan de zonage).

Le règlement précise que les espaces plantés ou les oliveraies à protéger doivent être préservés de toute urbanisation. Seuls des accès pourront être réalisés, sous réserve que les impacts paysagers soient extrêmement limités.

Les bassins à créer peuvent être considérés comme une occupation du sol autorisée en zone UH (secteur UHa2).



## IV.3 - MISE EN PLACE DE CLOTURES

La pose de clôture en site inscrit est soumise à déclaration préalable.

Le délai d'instruction est de 1 mois mais la décision indiquera que les travaux ne peuvent démarrer avant l'expiration du délai de 4 mois à compter du dépôt de la demande.

## V - ESTIMATION DES TRAVAUX

L'estimation sommaire des travaux a été décomposée en plusieurs postes :

- Travaux préparatoires avec les installations de chantiers, les démolitions et les déposes ;
- Terrassements généraux et reprise de la voirie ;
- Bassins ;
- Réseaux Eau pluviale.

### Tranche ferme : reprise des ouvrages pluviaux dégradés

Le montant HT de l'estimation s'élève à :

**202 167,00 € HT** soit un montant de **242 600,40 € TTC.**

### Tranche conditionnelle : reprise des bassins de rétention

Le montant HT de l'estimation s'élève à :

**221 266,50 € HT** soit un montant de **265 519,80 € TTC.**



**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 17/06/2019  
Numéro : BC\_2019\_113  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Maitrise d'ouvrage déléguée - Convention subséquente avec la commune de Valbonne  
Matière : 8.8 - Environnement  
**Interlocuteur**  
Nom : CHALIER Vanessa

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : exPrOwl

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 01/07/2019  
Identifiant : 006-240600585-20190617-BC\_2019\_113-DE

**Acte reçu**

Date : 17/06/2019  
Numéro interne : BC\_2019\_113  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 8  
Objet : Maitrise d'ouvrage d'IAf@IÄf@guÄf@e - Convention subsÄf@quente avec la commune de Valbonne  
Classification utilisée : 28/11/2018  
Document : 99\_DE-006-240600585-20190617-BC\_2019\_113-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 2  
99\_AU-006-240600585-20190617-BC\_2019\_113-DE-1-1\_2.PDF  
99\_AU-006-240600585-20190617-BC\_2019\_113-DE-1-1\_3.PDF

N